

Le parti communiste français prend la question de la transition énergétique par le « bon bout ».

Il affirme tout d'abord un droit à l'énergie, condition indispensable au développement humain et à l'accès aux droits fondamentaux.

Pour lutter contre le réchauffement climatique, il souligne les enjeux d'une sortie des énergies fossiles et carbonées. Ce faisant, il insiste sur la nécessité :

- d'une rénovation thermique des logements, source d'économie d'énergie
- sur la prise en compte de la part des transports dans l'émission de CO2 par un développement du fret ferroviaire inter-modalité,
- de préférer les circuits courts,
- de recycler, etc ...

Le Parti est par contre d'une grande faiblesse sur la question du nucléaire. Il ne l'aborde que d'un point de vue industriel et non pas écologique.

Il omet toujours deux dimensions au nucléaire :

- sa dangerosité, intimement liée sa nature même.
- la question des déchets nucléaires, polluant bien au delà de la vie humaine.

Pourtant, de Tchernobyl à Fukushima, le danger nucléaire ne fait plus aucun doute. La vie n'a pas plus repris son cours normal en Ukraine 30 ans après qu'au Japon depuis cinq ans.

Productrice de déchets dont on ne sait que faire, l'industrie nucléaire pose également une question écologique majeure : que faire de ces tonnes de déchets radioactifs issus des centrales nucléaires à haute activité et à vie longue ?

La solution de l'enfouissement en couche géologique profonde est susceptible d'être remis en cause à l'instar de l'Allemagne où des tonnes de déchets placés dans des mines de sel doivent être déplacés en raison d'infiltrations d'eau.

En France, le centre d'enfouissement de Bure sera-t-il plus pérenne ? Cette piste de l'enfouissement est maintenue malgré des mouvements de terrain observés récemment, remettant en cause la sécurité du site, et la gestion des déchets à long terme.

Ces deux seules raisons devraient nous suffire à prôner une sortie du nucléaire vers des énergies propres aussi bien en émissions carbonées qu'en déchets nucléaires.

Des scénarios pour un mix électrique libre du nucléaire, crédibles, existent : l'ADEME a par exemple réalisé une étude à ce sujet en 2015.

Pour pouvoir mettre en œuvre cette transition énergétique, un pôle de l'énergie publique doit être mis en place. Seule une institution publique avec une volonté politique forte est susceptible de pouvoir la mener. Un effort considérable sur la recherche doit être dédié aux autres filières énergétiques, la recherche nucléaire ayant en grande partie siphonné les fonds de recherches et développement dédié à l'énergie.

### **Alors pourquoi le parti s'y résiste ?**

**Le coût de l'énergie grâce au nucléaire nous permettrait de lutter contre la précarité énergétique ?**

C'est faux.

- La recherche dans le nucléaire est en grande partie le fait de la recherche publique. Son coût n'entre pas en compte lors du prix au KW.
- Le coût du démantèlement à venir de centrales nucléaires archi-polluantes n'a jamais été pris en compte.
- Les nouvelles centrales dites de troisième génération se révèlent bien plus coûteuses que prévu.

De fait, nous ne sommes pas sûrs de savoir encore construire de nouvelles centrales. La mise en œuvre d'une industrie aussi complexe exige la compromission totale des travailleurs du nucléaire. Cette compromission n'est plus possible à obtenir par le management actuel (travailleurs

détachés, boîte d'intérim en cascade....). Elle a pu peut être possible à obtenir il y a 40 ans, tant à cette époque le nucléaire semblait être l'aventure scientifique du futur. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

**Le nucléaire permettrait d'éviter la production de Gaz à Effet de Serre (GES), principale cause du réchauffement climatique ?**

C'est vrai mais c'est omettre que la question des GES est une question internationale et que le modèle français de production de l'énergie électrique est unique dans le monde. La France est le seul pays au monde où le nucléaire représente plus de 75 % de l'énergie électrique produite.

Étendre ce modèle ailleurs dans le monde n'est pas souhaitable, tant le nucléaire civil est lié au nucléaire militaire.

Il faut regretter que la France ait construit à la fin des années 70 une centrale nucléaire en Irak, détruite en juin 1981 par un acte de guerre d'Israël.

Il faut se réjouir qu'elle n'ait pas pu en construire une en Libye en 2007.

**Le nucléaire rend-il la France indépendante sur le plan énergétique ?**

**NON.** Nous importons l'uranium nécessaire au fonctionnement de nos centrales du Canada, de l'Australie, du Kazakhstan mais aussi du Niger. Faut-il ici rappeler le rôle de la France dans ce pays et son soutien aux différents coup d'État qui, eux, n'ont jamais nui aux intérêts d'Areva ?

A ce sujet, je renvoie sur le texte alternatif [www.ambition-communiste.fr](http://www.ambition-communiste.fr)

« L'ambition communiste pour un Front de gauche populaire et citoyen » qui stipule clairement :  
« Nous faisons de la sortie des énergies polluantes, dangereuses et génératrices de déchets, et notamment du nucléaire dès lors que la recherche n'aura pas trouvé les moyens de maîtriser réellement ses risques considérables, un objectif dont les modalités et le terme doivent être appréciés démocratiquement. »